DIAL 2921

HAÏTI - Les élections ont-elles apporté quelque chose de nouveau ?

Marc-Arthur Fils-Aimé

dimanche 1er avril 2007, mis en ligne par Dial, Marc-Arthur Fils-Aimé

DIAL a publié régulièrement des articles de Marc-Arthur Fils-Aimé, directeur général de l'Institut culturel Karl Lévêque (Haïti) [1]. Cet article, daté du 21 mars 2007, fait le point sur la situation actuelle en Haïti. Texte envoyé par l'auteur.

Les évènements qui ont marqué le plus profondément l'année 2006 sont les élections, notamment celles du président de la République. On comptait dans cette course plus de trente candidats dont les forces variaient d'un prétendant à l'autre, suivant sa représentativité sur le terrain – une représentativité généralement faible, vu l'état frileux des partis au nom desquels ils s'affrontaient. La façon même dont les autorités concernées, en l'occurrence, le Conseil électoral provisoire, l'exécutif et la communauté internationale, ont séquencé l'architecture du calendrier électoral, a suscité au fil du déroulement du processus une maigre participation populaire. Les élections ont eu lieu, dans un ordre décroissant : les présidentielles et les sénatoriales d'abord, ensuite celles des députés et enfin les collectivités territoriales. Au fur et à mesure que l'on descendait au bas de l'échelle des différentes instances à élire, l'intérêt de la population suivait la même courbe. Une telle méthode n'a pas seulement découragé la grande participation aux joutes relatives aux pouvoirs locaux, elle a aussi, en dernier lieu, renforcé l'idée du chef de l'État, cet être suprême de la nation. Cette méthode a contribué finalement à l'entérinement du sentiment présidentialiste déjà préoccupant de la grande majorité de la population. L'ensemble du mécanisme qui a coûté une somme pharamineuse à la communauté internationale, a duré plus de deux ans. La conséquence immédiate de tout cela est l'intensification de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger et d'un système politique qui réclame des frais de fonctionnement qui s'élèvent au-dessus de nos capacités réelles.

En appréhendant à leur juste mesure le rôle des élections dans la démocratie représentative, et surtout celui du Président de la République, l'on comprend pourquoi nous disons qu'elles s'inscrivent parmi les points forts qui ont scellé l'année écoulée. Pour plus d'un, Haïti avait trouvé une autre chance pour sortir du marasme dans lequel elle barbouille depuis longtemps. Aucun des candidats ne s'était doté d'un programme même minimum pour animer sa campagne, sauf l'ultra libéral Marc Bazin. Pourtant, plus de 52% de la population ont jeté leur dévolu avec une certaine conviction sur M. René Préval qui briguait un deuxième mandat. Malheureusement, ce victorieux de la course n'a pas saisi la chance qu'une grande partie des masses urbaines et rurales lui a offerte. Il titube dans ses décisions qui se rapprochent plutôt de celles du néolibéralisme sous la férule du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale que de la volonté populaire qui aspire, entre autres, à la restauration de la souveraineté nationale, à un mieux-être et à la paix publique.

Pourquoi M. Préval ?

Le candidat Préval se différenciait quand même des autres compétiteurs, mais de façon peu militante. Dans l'optique des gens issus des classes travailleuses, notamment les petits paysans et les habitants des

bidonvilles, le sentiment a dominé le rationnel. La plupart de ces électrices et ces électeurs ont retenu sa simplicité, son honnêteté et une sorte de sensibilité plus ou moins semblable, d'après eux, à celle d'Aristide à leur égard. Tandis que dans l'optique de la plupart des progressistes, M. Préval, grâce à sa flexibilité idéologique et aussi grâce à la présence de groupes progressistes au sein de son mouvement électoral, « le mouvement lespwa » (espoir en français) pouvait offrir des avantages au mouvement populaire en général et aux masses appauvries en particulier. Il leur fallait combattre les représentants de la droite pure et dure sous la bannière du Rassemblement des démocrates nationaux des progressistes haïtiens (RDNP) de Lesly Manigat (RDNP) et le sous-traitant des industries d'assemblage surtout américaines, M. Charles Henri Baker, drapé sous la bannière de « Konba » (Combat en français). Les quelques militants de tendance progressiste qui ont fondé ce mouvement au cours de l'année 2004 se sont jetés à cause de leurs sentiments anti-Aristide primaires dans les bras de l'extrême-droite pour s'opposer à Préval.

Ces deux ailes sociales qui, mues par des raisons diverses, ont appuyé la candidature de M. Préval, ont surestimé le poids de la personne face au rapport de forces national et international qui impriment le rythme de la réalité quotidienne. Elles n'ont nullement tenu compte de l'absence d'une structure politique porteuse d'un programme revendicatif qui contraindrait le président Préval à trancher avec détermination en leur faveur. En ce sens là, le pays a régressé. Toutes les luttes des années 1980-1990 exigeaient des réponses politiques claires, axées sur la justice sociale, la réforme agraire, le droit à la souveraineté nationale, l'égalité des sexes…Ces demandes étaient soutenues par des groupes politiques révolutionnaires qui, malgré toutes leurs limites, renforçaient les luttes, et leur donnaient même une certaine orientation. Aujourd'hui, les mobilisations politiques massives ont cédé la place à la recherche de solutions à d'autres problèmes et à d'autres priorités d'apparence plus immédiate sans étudier les causes fondamentales. Ce vide politique et idéologique béant a ouvert la voie, une fois de plus, à M. Préval. Grâce aux éléments susmentionnés, il est redevenu un symbole d'espoir pour le pays. Pourtant, les bourgeoisies compradore et féodale qui n'ont pas lâché le petit doigt sur l'emprise des ressources nationales, continuent, sans être nommées officiellement membres du gouvernement, de s'approprier la part du lion dans tous les accords passés avec les puissances occidentales. Celles-ci ont toujours daigné accompagner leurs prêts et leurs dons de conditions léonines. Le Haitian Hemispheric Opportunity Through Partnership Encouragement Act (HOPE), est une loi autorisant la bourgeoisie de sous-traitance locale d'exporter des tissus et des pièces mécaniques aux États-Unis d'Amérique. Elle a été votée en décembre 2006 par les chambres américaines. Cette loi demande sans sourciller au gouvernement haïtien dans l'un de ses articles de ne pas réagir sur les prix des marchandises dans un pays où les commerçants fixent déjà les prix à leur guise.

La réélection de M. Préval a-t-elle apporté quelque chose de nouveau à la population ?

Pour répondre à cette interrogation, nous allons soulever deux gros dilemmes qui ont traversé toute la campagne électorale présidentielle. Aucun candidat ne pouvait les esquiver, même si les réponses ou les solutions proposées étaient toutes empreintes de démagogie. Il s'agit de la violence des rues et de l'application de la politique néolibérale qui sont imbriquées l'une dans l'autre.

Haïti vit, depuis l'exil du président Aristide le 29 février 2004, sous la coupe d'une violence polycéphale. Elle s'est déployée à travers plusieurs quartiers de la capitale avec des excroissances sur tout le reste du territoire national. Depuis deux ans, cette violence déclenchée en septembre 2004, appelée « opération Bagdad » par ses promoteurs, a pris une autre forme. Avant, les tirs nourris fomentés par l'irruption spontanée et momentanée de groupes lourdement armés dans certains endroits ciblés de la capitale, à n'importe quel moment du jour et de la nuit, laissaient sur leur passage des morts et des blessés. Cette étape qui est presque révolue s'assimilerait davantage à des actions politiques. Aujourd'hui, c'est l'enlèvement unanimement appelé kidnapping qui domine cette frayeur. L'analyse qui porte à croire que le nouveau chef d'État possèderait une baguette politique magique pour réinstaller la paix publique manque de jugement, car ces troubles proviennent de deux sources dialectiquement entretenues : l'une conjoncturelle et l'autre structurelle.

La violence des rues dans son aspect structurel et son aspect conjoncturel

La violence qui sévit dans le pays ne relève pas du simple hasard. Elle conserve un certain lien, soit organisationnel, soit idéologique avec l'ambiance criminelle qui embrase la scène internationale. Le néolibéralisme, cette phase actuelle du capitalisme, n'en est pas innocent. La dominance de la grande finance au détriment de la production industrielle a non seulement augmenté le chômage et le sous-emploi, elle encourage aussi le gain de l'argent facile et la surconsommation des biens de luxe en Haïti comme partout ailleurs. Les chefs de gang qui subjuguent certains quartiers populaires de Port-au-Prince ne rançonnent pas la population pour se nourrir ou pour nourrir leurs proches. Ils sont guidés par l'insouciant désir de baigner dans un luxe scandaleux qui offusque au moins les voisins les plus immédiats. Cependant, la nature structurelle de la criminalité dans le pays ne saurait embrumer sa composante conjoncturelle.

En effet, la violence ne se répand pas avec la même vigueur partout et de façon continue sur les dix départements géographiques nationaux. Les tensions varient avec la conjoncture ou provoquent leur propre conjoncture. Port-au-Prince, la capitale politique et économique d'Haïti, abrite les gangs et toutes sortes de bandes armées parmi les plus fortes. Bon nombre de personnes croyaient que le nouveau président allait de par lui-même éradiquer cette insécurité qui selon le moment, monte ou baisse de plusieurs crans. Celle-ci ne serait, à leurs yeux, que l'œuvre de quelques bandits ou de quelques partisans farouches de l'ancien président Aristide, tapis à Cité Soleil ou dans d'autres bidonvilles de moindre envergure de la capitale pour réclamer le retour de ce dernier. Le préjugé de classe, joint à une haine aveugle envers l'ancien curé, a alimenté cette approche.

Le kidnapping qui est apparemment lié exclusivement au banditisme, est exercé contre les familles de toutes les classes sociales. Pour mieux le cerner, ce phénomène nouveau mérite une analyse plus approfondie.

L'ambiance létale régnante provient d'un mélange d'intérêts d'ordre politique, de trafiquants de drogue et de contrebandiers de toutes sortes. La délinquance sociale sert de creuset pour maintenir cette atmosphère.

Les politiciens traditionnels jouent en eau trouble, vu leur manque d'assise sociale et populaire, pour contrarier le mandat de Préval dont la rumeur de la mort prochaine a déjà couru les rues et pour assurer leur éventuelle prise de pouvoir. Les trafiquants et les contrebandiers profitent en général des troubles pour régler leurs affaires. La misère grandissante a préparé le terrain pour la corruption de certains cadres de la police et de certains membres du corps judiciaire, et pour le recrutement des bandits qui s'enhardissent au fur et à mesure de leurs forfaits. Malgré les arrestations incessantes opérées par la police, la présence des assassins défraie quotidiennement la chronique. Le bassin où ils sont cooptés est loin d'être tari.

Le président René Préval qui faisait des mots d'ordre « restaurer l'autorité de l'État et promouvoir la production nationale », ses principaux leitmotivs lors de sa première campagne présidentielle de 1996 a hérité de ce lot dont la correction exige une politique déterminée de proximité avec les classes populaires. Aujourd'hui, comme s'il s'agissait d'un aveu d'échec de son précédent mandat, il n'en parle plus, alors que le pays offre l'image d'une épave sombrant dans une mer profonde. Le président Préval et son chef de gouvernement, M. Jacques Edouard Alexis, se sont refusés à s'attaquer aux racines structurelles des maux du système qui rongent l'avenir des classes travailleuses et l'administration publique et sociale engoncée dans sa lourdeur traditionnelle. L'accent est porté sur des épiphénomènes comme la lutte contre l'utilisation de l'espace national pour le transit de la drogue vers les États-Unis d'Amérique, le Canada et certains pays d'Europe, sur les moyens de faire face à la dette extérieure et à son service et sur d'autres besoins des puissances impérialistes. La réforme agraire, amorcée pendant les années 1996-2001, a disparu de leurs discours et de leurs projets. L'équipe dirigeante semble obnubilée par la fausse gloire de recevoir le satisfecit de bonne gouvernance délivré par les institutions de Bretton Woods, en augmentant les taxes et les impôts, tout en ouvrant notre marché aux marchandises d'outre-mer. Haïti a imposé, paradoxalement, les taxes douanières les plus basses dans toute la Caraïbe.

Cette politique irresponsable a affaibli toute la charpente agricole nationale en aggravant la situation des

masses rurales et urbaines. Les produits de nos paysans en souffrent d'autant que les ministères concernés n'ont rien entrepris pour arrêter l'érosion qui dévalorise nos terres agricoles. Aucune politique en matière de combustible pour remplacer le charbon de bois et protéger les quelques 3% de couverture végétale restante n'est envisagée en dépit de l'abondance des eaux souterraines et en surface. Malgré les effets négatifs aux niveaux national et international de la privatisation, notamment celle des secteurs stratégiques comme l'eau, l'électricité, les télécommunications, le gouvernement prépare la liquidation prochaine de la compagnie électrique et de la TELECO (télécommunication). Cette dernière a toujours été utilisée comme une vache à lait pour tous les gouvernements précédents y compris le leur. La privatisation a toujours équivalu au transfert d'une entreprise d'État rentable à des individus ou à des groupes d'individus à leurs fins personnelles. Ce même régime en a fait l'expérience malheureuse lors du quinquennat 1996-2001 après avoir vendu à des prix symboliques la Cimenterie et la Minoterie d'Haïti. Leurs nouveaux propriétaires importent les produits finis et se contentent de leur mise en sac pour les offrir sur le marché local à un prix inabordable pour les petites bourses comme cela se passe, depuis quelques années, avec la "modernisation" de la compagnie sucrière la HASCO. *Haïti est devenue une importatrice nette de sucre alors que vers les années 80, elle en exportait*. L'éducation qui est déjà contrôlée à plus de 80% par le secteur privé, n'a nullement amélioré la qualité de l'enseignement. Au contraire, tout le monde se plaint de la mauvaise performance de la grande majorité des établissements privés malgré une hausse linéaire des écolages. La pauvreté a infiltré les couches de la petite bourgeoisie naguère privilégiée. Heureusement pour le secteur de la santé, les coopérantes et les coopérants cubains ne marchandent pas leur disponibilité pour couvrir une grande partie de nos communes là où les médecins haïtiens, en général, refusent d'aller. La politique néolibérale qui se développe à partir d'une démission de l'État de ses responsabilités sociales, a entraîné des conséquences immédiates. La perte de tout espoir et de toute confiance dans le système a engendré de multiples réactions parmi lesquelles :

– Un flux migratoire vers les villes déjà saturées avec leur infrastructure insuffisante, inadéquate et souvent obsolète. L'émigration, comme solution rapide, s'apparente à une hémorragie qui émonde les différentes forces vives nationales. Les jeunes cadres universitaires s'accrochent à toutes les opportunités trouvées pour fuir le pays.

– Le chemin de la petite délinquance et même celui du crime organisé.

Les dernières élections à cause de l'impunité persistante ont facilité l'arrivée à des postes de commande de gens malhonnêtes dont les noms sont cités dans des trafics de stupéfiants et d'autres actes sans grandeur. L'encadrement présupposé technique de la communauté internationale qui détenait les vraies commandes de tout l'appareillage électoral, sous la présence dissuasive de la MINUSTAH, n'a pas su éviter des fraudes massives.

Quid de la Mission des Nations unies pour la stabilité d'Haïti (la MINUSTAH), force armée de l'occupation ?

Cette deuxième force d'occupation en 10 ans a pour mandat de rétablir la stabilité dans le pays. Depuis l'arrivée de ces troupes, composées de plus de 8000 militaires et de quelques milliers de policiers venus surtout du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay, du Chili et des continents africain et asiatique, l'insécurité n'a pas diminué. Au contraire, elle a atteint un niveau jamais connu dans le pays. Ce qui signifie que la solution inventée par ladite communauté internationale pour ce pays qui n'est pas en état de guerre, ne s'est pas avérée la plus efficace. Les 512 millions de dollars américains dépensés annuellement pour entretenir ce corps étranger, auraient pu être utilisés à d'autres fins plus utiles, comme celles d'organiser un corps de police national beaucoup mieux payé, beaucoup plus nombreux et surtout beaucoup mieux équipé. A titre d'exemple, la dernière promotion, celle appelée communément la dix-huitième promotion, composée seulement de cinq cents jeunes, postés à travers certaines rues de la capitale, a contribué à la diminution du nombre d'enlèvements. Les soldats de la MINUSTAH ont passé dans le pays presque trois ans à inciter la colère des uns et la méfiance des autres à cause de leur passivité ou de leur inefficience voulue, malgré tous leurs attirails de guerre dans un pays qui n'est pas en guerre. En général, leurs interventions ponctuelles et toujours brutales dans les quartiers dits chauds, se sont soldées par la mort d'enfants et d'autres personnes innocentes alors que les principaux bandits ont toujours « la chance » de

prendre la fuite. Cependant, la situation dans les rues de la capitale depuis quelques semaines, a l'air d'évoluer autrement.

Une relative accalmie

Depuis le début du mois de février, nous avons remarqué, cependant, une certaine accalmie dans les rues de Port-au-Prince avec l'élimination ou la neutralisation de certains gangs notamment à Cité soleil et dans d'autres milieux de la capitale et des villes de province. Pourquoi cette offensive subite ? Est-ce pour pallier les critiques ou pour annihiler les tendances réclamant le départ de la MINUSTAH par différents secteurs sociaux et politiques, tout en sachant que chaque secteur exprime son mécontentement pour des raisons spécifiques ? Est-ce parce que les familles bourgeoises ne sont plus épargnées par les méfaits des bandes armées ? Est-ce pour rallier davantage le président Préval dans le giron de la communauté internationale ? La politique a joué sans aucun doute un rôle dans cette baisse de la violence puisque cette dernière, en dernier ressort, malgré la prédominance de la délinquance, a créé sa propre dynamique politique.

Le président Préval a, à maintes reprises, esquissé certaines velléités d'autonomie vis-à-vis des puissances tutrices. La coopération cubaine et vénézuélienne, malgré certains soubresauts à caractère bureaucratique, se renforce. Certains cadres dirigeants de l'appareil gouvernemental ont, dans diverses circonstances, souligné l'exemple de cette coopération. Le gouvernement américain n'a pas apprécié le vote donné par la chancellerie haïtienne à la candidature du gouvernement de Chávez au Conseil de sécurité des Nations- Unies en novembre dernier. La visite, le 12 mars, du président de la République bolivarienne [2] à Port-au-Prince, en même temps que le vice-président cubain M. Esteban Lazo, a laissé un certain impact dans les relations haïtiano - américaines à un point tel que l'on annonce celle du président Bush dans quelques semaines. Toute défaite de cette politique imposée par nos bailleurs se retournera en dernière instance contre eux-mêmes. Ils avaient toujours prédit que la réussite des élections conduirait à la diminution de la violence, si ce n'est à sa fin. Le moment est il arrivé de la stopper quitte à la relancer plus tard pour les besoins de la cause ? Le désarmement piétine et toutes les raisons qui ont prévalu à la montée de cette violence demeurent entières. Haïti est considérée comme un terrain d'expérimentation des hypothèses politiques pour les courants de la droite internationale. Celle-ci l'a même cataloguée d'entité chaotique et ingouvernable. Le besoin de prouver cette thèse sans fondement tient ses tenants à cœur.

En guise de conclusion

Il y a un déni, de la part de beaucoup de personnes, de la place de la pauvreté dans cette atmosphère de violence, car la misère, répètent-elles à satiété, a toujours existé dans le pays. Pourquoi engendrerait-elle aujourd'hui cette flambée de brutalité, accompagnée de torture et empreinte de mépris des valeurs humaines ? Pour comprendre ce phénomène nouveau dans l'actuelle conjoncture, il ne faut pas envisager une lecture partielle de la réalité, mais il convient plutôt d'embrasser cette réalité comme un tout dialectique. Les multiples écueils qui se sont dressés contre le développement harmonieux de la société haïtienne en général et des masses populaires urbaines et rurales ne sont pas vraiment isolés les uns des autres. Ils font parti d'un ensemble qui attend une réponse politique qui ne sera trouvée qu'à partir du moment où le pays recouvrera sa souveraineté dans toute sa plénitude, sous la direction d'un pouvoir apte à prioriser les vrais besoins nationaux.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2921.
– Texte (français) envoyé par l'auteur et daté du 21 mars 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir, par ordre chronologique inversé, DIAL 2865, « HAITI - Préval et les perspectives populaires », DIAL 2766, « HAITI - Dans la violence des « chimères » » et DIAL 2744, « HAITI - Pourquoi Aristide est-il parti à ce moment-là ? ».

[2] Le Venezuela, dont Hugo Chávez est l'actuel président.